



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3039
30 octobre 2026
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Renforçons la mobilisation En grève et dans la rue, le 5 novembre



Le 24 octobre, à Lyon et à Paris.



Brésil

**Lula a gagné,
pas les travailleurs**

Page 8

Antilles

**La colère
s'exprime**

Page 15

Attentat de Trappes

**Ceux qui attisent
la haine raciste**

Page 3

Les jeunes en lutte

- Lecornu rend sa copie: très insuffisant 4
- Justice de classe 4
- Le premier condamné après le 17 octobre 4
- 24 octobre: Le gouvernement en échec 5
- Paris, Lyon 5
- Rennes, Chartres, Caen 6
- Lycées Auvergne-Rhône-Alpes: baisse des budgets 6
- Étudiants en santé: blouses blanches, colère noire 6
- Nord-Pas-de-Calais 7
- Fac des sciences - Tours: dans le mouvement 7
- L'extrême droite à l'œuvre 7
- Les nervis de Nice 7

Leur société

- Attentat raciste de Trappes: ceux qui poussent au crime 3
- Le rassemblement du Havre 3
- Loi intégrale: intégralement non financée 3
- 5 novembre: en grève et dans la rue! 16
- Congrès du RN: sous haute protection policière 12
- Combattre l'extrême droite 12
- Sans-papiers interdits de manifester 12
- Florac: soupe à la grimace préfectorale 12
- Smic: salaire minimum et insuffisant 13
- Découverts bancaires: une réglementation qui ne résoudra rien 13
- Medef: pleurer la bouche pleine 13
- Explosion rue de Trévise: mépris pour les victimes 13
- Antilles: la colère s'exprime 15

Dans le monde

- Brésil: Lula réélu, l'extrême droite reste une menace 8
- Euronaval: course au profit, course au tonnage 8
- États-Unis: la démocratie du dollar 9
- BP n'a rien appris et rien oublié 9
- Israël: la guerre reste à l'ordre du jour 10
- Grèce: élèves et étudiants manifestent 10

Dans les entreprises

- Bayer - Villefranche-sur-Saône 14
- Groupe Bolloré - Egué-Gabéric 14
- Missions locales - Troyes 14
- Assurance chômage: le gouvernement "se sert dans le frigo" 14

Il y a 70 ans

- Octobre-novembre 1956: l'insurrection hongroise 11

Notre campagne

- Dans les réunions de Nathalie Arthaud 16
- Meetings et fêtes 16

Renforçons la mobilisation!

Samedi 24 octobre, des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs ont de nouveau manifesté. Le gouvernement, la droite et l'extrême droite, relayés par tous les médias, avaient pourtant tout fait pour nous faire peur et discréditer les manifestants. Les préfetures ont multiplié les intimidations et les interdictions de manifester. Ces manœuvres ont eu l'effet inverse: de véritables marées humaines étaient encore au rendez-vous, et on ne peut que s'en réjouir!

Cela a contraint le gouvernement à faire quelques promesses aux lycéens. Beaucoup sont bidon, mais le fait même qu'il ait dû faire un geste est la preuve que la contestation est le seul moyen de se faire respecter. Alors approfondissons notre mobilisation contre le manque de moyens dans l'éducation et la santé, contre les bas salaires, les prix de l'énergie et la répression!

Près de 10 000 jeunes ont été arrêtés. Certains, parce qu'ils avaient écrit ACAB sur un bout de carton, d'autres parce qu'ils avaient jeté des pierres sur les policiers! Le gouvernement dit défendre la liberté de manifester et de s'exprimer... sauf quand on veut s'en servir!

S'il s'agissait d'un pays pauvre, on qualifierait les pillages du 17 octobre d'émeutes de la faim et on s'interrogerait sur leurs causes. Ici, pas question de chercher à comprendre, il faut condamner et emprisonner à tour de bras! Des dizaines de jeunes croupissent déjà en prison pour un butin de quelques centaines d'euros, quand des politiciens ou des chefs d'entreprise n'y dormiront pas une seule nuit après avoir détourné des millions.

Le message du gouvernement est clair: quand on appartient aux classes exploitées, il faut rester à sa place. On a droit à un semblant d'éducation, à un semblant de travail, à un semblant de logement, et il faut s'en contenter!

On est marginalisé, discriminé. On subit le racisme et, de plus en plus, la violence raciste, avec le risque de se faire tirer dessus, comme cela s'est produit à Trappes, vendredi dernier, où Pengo Bossio Wangi a été tué et cinq autres personnes grièvement blessées parce qu'ils étaient noirs ou arabes. Là encore, il faudrait se taire et se montrer respectueux des principes de « liberté, égalité, fraternité ». Cette hypocrisie fait enrager une partie de la jeunesse, et elle a raison!

Samedi dernier, les manifestants ont dénoncé tout à la fois la situation de la jeunesse, la vie chère, les guerres, les violences policières et le racisme. Et c'est tant mieux, parce que toutes ces colères n'en font qu'une et qu'elles témoignent d'une profonde volonté de changement.

Le grand patronat mène une guerre aux travailleurs et aux classes populaires. L'exploitation, les bas salaires, le racket que représente l'inflation ne sont pas considérés comme du pillage parce qu'ils sont consacrés par la loi. Il n'y a rien d'illégal à faire flamber le prix du carburant, mais c'est bel et bien du vol car les dizaines, voire les centaines d'euros qui sont pris dans notre portefeuille partent tout droit dans les coffres-forts des actionnaires de compagnies pétrolières.

La société capitaliste s'est construite sur le droit au pillage accordé à la bourgeoisie. Celle-ci vole le fruit de notre labeur et met en coupe réglée la planète, imposant des privations toujours plus en décalage avec les possibilités, les progrès et les richesses immenses de la société.

Aujourd'hui, la colère gronde en France, mais aussi en Belgique, en Italie, au Portugal, en Espagne, en Albanie... Partout, des millions de femmes et d'hommes sont poussés à la révolte par une minorité de parasites de plus en plus rapaces.

Pour que cette révolte qui monte puisse inverser le rapport de force, il faut que les travailleurs prennent leur place dans le mouvement et qu'ils fassent entrer les manifestations et la contestation, par les grèves, dans les entreprises. Car c'est là que se trouve le cœur du système, c'est-à-dire la machine à profits.

Le gouvernement espère désamorcer la colère des travailleurs en anticipant sur l'indexation du smic. Il l'augmenterait de 15 euros, ce qui serait une provocation, car nous ne demandons pas l'aumône, nous revendiquons notre droit de vivre dignement. Ce qu'il nous faut, c'est un minimum de 2 200 euros net par mois et au moins 300 à 400 euros de plus sur tous les salaires!

Les confédérations syndicales appellent les travailleurs de tous les secteurs à une journée de grève le 5 novembre, c'est un des appels dont il faut s'emparer.

Nathalie Arthaud



Le 24 octobre, à Paris.

Attentat raciste de Trappes : ceux qui poussent au crime

Après la mort à Trappes dans les Yvelines, le 23 octobre, de Pengo Bossio Wangi, tombé sous les tirs d'un homme de 39 ans, qui a également blessé gravement une enfant de 12 ans et trois autres personnes, de nombreux rassemblements se sont tenus le 26 octobre pour exprimer l'effroi et la colère face à ce crime raciste.

Macron a osé prétendre que cet attentat raciste était un « tournant dans la vie de notre nation ». Quel tournant ? Il a oublié les meurtres perpétrés en 2025, celui d'Aboubakar Cissé poignardé dans une mosquée ou celui d'Hichem Miraoui tué par son voisin. Cette même année, 9 700 crimes et délits à « caractère raciste » ont été enregistrés par la police et la gendarmerie !

La réalité est que des jeunes et des moins jeunes, parce qu'ils sont noirs ou arabes, sont régulièrement confrontés au racisme.

Des crimes comme celui de Trappes ne surviennent pas par hasard. Que son auteur soit déséquilibré ou non, ce sont bien en effet les idées racistes qui ont motivé son passage à l'acte. Ils se produisent dans un climat alimenté en permanence

par des propos racistes et xénophobes. Par leurs discours de haine et par leur politique antimigrants, les Le Pen, Retailleau, Darnaud et autres, les ministres actuels et leurs prédécesseurs, favorisent le passage à l'acte d'individus tels que le meurtrier de Pengo Bossio Wangi.

Le RN emploie le terme de « racaille » pour désigner les jeunes des quartiers populaires issus de l'immigration. En 2022, Bardella avait comparé la commune de Trappes à « une petite république islamique en miniature, capitale européenne du jihad », Le Pen de son côté l'avait qualifiée de « territoire perdu de la République sous le poids d'une immigration massive et ininterrompue ». Mais il n'y a pas que l'extrême droite qui tient de tels propos ; un



Rassemblement à Paris, place Stalingrad, le 26 octobre.

Bayrou, alors Premier ministre, n'avait-il pas parlé de « submersion migratoire » ? Toutes ces déclarations répétées contre les migrants et les musulmans attisent la haine raciste.

C'est une arme que tous ces politiciens utilisent à dessein, non seulement pour leurs calculs électoraux de bas niveau, mais pour tenter de détourner la colère des classes populaires en cette période d'aggravation de la crise économique, et de diviser les travailleurs qui, qu'ils soient français ou immigrés, font tout fonctionner dans la société et sont

confrontés aux mêmes exploitateurs. Le racisme est une arme entretenue par les capitalistes pour maintenir leur domination. S'en remettre à l'appareil d'État, à sa police et à sa justice, eux-mêmes gangrenés par ces préjugés, pour combattre les actes racistes et en attendre une protection est une dangereuse illusion. C'est dans le combat collectif contre le grand patronat responsable de la crise, du chômage et des bas salaires, que reculeront toutes les idées de division, le nationalisme, la xénophobie et le racisme.

Aline Retesse

Loi intégrale : intégralement non financée

Le 13 octobre, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité la loi dite « intégrale » pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Il faut dire que les scandales de ces dernières années, de l'affaire Pélicot à celle de Bétharram, ont mis en évidence à quel point ces violences et ces crimes étaient négligés par la police, la justice et l'État. Il ne suffit pas aux victimes d'avoir le courage de parler. Elles se heurtent aux nombreux préjugés charriés par cette société inégalitaire, mais aussi au manque de moyens matériels et humains : centres d'accueil, aides psychologiques... Rien n'est fait non plus pour prévenir et éviter la récurrence des auteurs de ces actes.

La pression était donc forte pour adopter ce texte. Pour obtenir un consensus politique présenté comme une victoire politique par le camp macroniste, les députés Renaissance ont fait plusieurs concessions à la droite et à l'extrême droite. Ils ont ainsi exclu un article qui prévoyait de suspendre une obligation de quitter le territoire pour les femmes en situation irrégulière qui portent plainte pour

violence. Non contentes de faire face aux agressions, elles pourront donc être expulsées. Le volet répressif de la loi a été également durci. Quant aux mesures de prévention dans le cadre des violences au travail, elles ne font qu'élargir celles déjà existantes, notamment l'obligation pour l'employeur d'ouvrir des enquêtes internes. Un congé de dix jours intégralement payé est néanmoins accordé aux femmes qui porteraient plainte, afin d'accomplir les démarches indispensables.

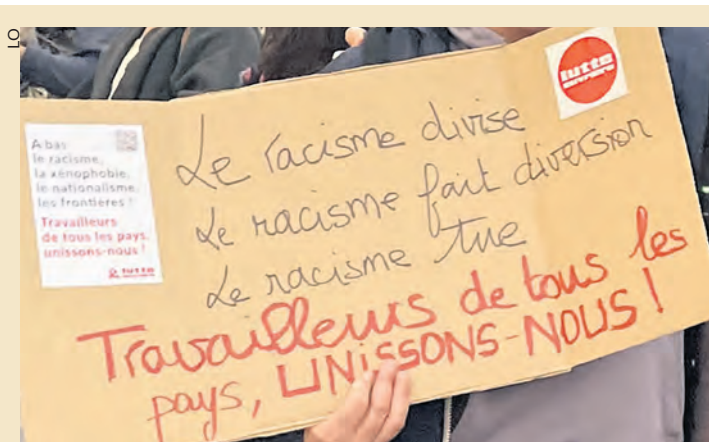
Quant au budget né-

cessaire à l'application de ces mesures, il est chiffré entre 4,5 et 5,5 milliards par an, et pour l'instant, il est inexistant.

Ce sont toutes ces réserves qui ont amené les députés LFI à s'abstenir lors du vote de la loi, ce qui a aussitôt permis au gouvernement de hurler au loup, et de prétendre que le parti de Mélenchon se moque des violences faites aux femmes.

Quelles que soient les péripéties parlementaires et juridiques, la mobilisation devra continuer pour imposer les moyens nécessaires. Le combat continue contre toutes les formes d'oppression des femmes.

Ines Rabah



Le rassemblement du Havre

Lundi 26 octobre, sur le parvis de l'Hôtel de ville du Havre, cinq cents personnes se sont rassemblées contre les crimes racistes de Trappes. Il y a seulement un an et demi, un rassemblement avait déjà eu lieu pour dénoncer l'horreur de l'assassinat d'Aboubakar Cissé à la Grande-Combe.

Le choc, l'émotion, la violence du racisme et de ceux qui le propagent, tout cela fut dit à nouveau.

Mais le rassemblement est petit à petit sorti de la tristesse et du deuil. Un micro a commencé à circuler et de très nombreux jeunes, pour la plupart mobilisés sur leurs lycées, ont décrit ce qu'ils vivaient, le racisme, le sentiment de relégation et de rejet, pour dire « Stop ! Ça suffit ! »

L'idée que si les travailleurs immigrés s'arrêtaient de travailler dans le pays, plus rien ne marcherait, a fait l'unanimité. Avec cette conscience d'être indispensables, il a été question de se mobiliser dans les mouvements en cours.

Une première fois, un organisateur a proposé de mettre un terme au rassemblement, mais les jeunes n'avaient pas tout dit, et le micro a continué à circuler pendant une bonne heure. On se sentait unis par la combativité, et pas seulement par le chagrin. On s'est promis de se retrouver beaucoup plus nombreux pour la manifestation de samedi 31 octobre et pour la grève du 5 novembre.

Correspondant LO

Lecornu rend sa copie : très insuffisant

Lundi 26 octobre, lors d'une entrevue entre le Premier ministre, Sébastien Lecornu, et des représentants des lycéens et des étudiants, le gouvernement a enfin daigné répondre autrement que par les coups de matraque et le gaz lacrymogène à ceux qui se mobilisent depuis plus d'un mois.

Lecornu avait annoncé aux jeunes qu'il leur répondrait « fin octobre », misant sur l'épuisement de la mobilisation. Le succès de la dernière manifestation en date, celle du samedi 24, l'a obligé à tenir sa promesse. Comme l'ont remarqué les jeunes invités par le Premier ministre, il ne s'agit que de miettes.

Quatre milliards d'euros annoncés pour remettre en état les établissements scolaires ? En réalité, il ne s'agit pas de nouveaux crédits mais de prêts à taux préférentiels pour les régions, qui devront donc les rembourser... si elles décident de souscrire ces emprunts car rien ne les y oblige. Quant à la limite de 28 élèves par classe, ce ne sera qu'à la rentrée 2027 et cela ne concernera que les classes de seconde de la moitié des lycées, c'est-à-dire au mieux 15 % des élèves. La fin de Parcoursup est annoncée, mais en 2028, et remplacé par quoi ? On ne sait pas.

Lecornu a promis de revenir sur la suppression de 836 postes d'enseignants dans le secondaire et d'en recruter 500 de plus, ainsi que de créer 15 000 places supplémentaires dans l'enseignement supérieur pour les étudiants... sur les 150 000 nécessaires. La plupart de ces mesures seront des

amendements au futur budget 2027 dont rien ne garantit qu'il sera voté, loin de là.

Et, revenant au ton martial, le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, a immédiatement déclaré à l'adresse des lycéens et des étudiants : « *Le travail doit reprendre lundi.* » Il ose lancer cette injonction, lui dont le gouvernement a utilisé à outrance les lock-out des lycées et des universités pour empêcher le mouvement de se développer. Derrière les boniments, cela annonce déjà le retour des CRS devant les établissements scolaires et universitaires.

La meilleure réponse à donner au gouvernement est que la mobilisation lycéenne reprenne de plus belle à la rentrée, galvanisée par le succès des manifestations du 17 et du 24 octobre qui ont eu lieu pendant les vacances scolaires, et que celle des étudiants s'étende. La manifestation du 5 novembre pourrait être un objectif. Si, en plus des lycéens, des étudiants, et de tous ceux qui se sont déjà joints aux manifestations, s'ajoutent des centaines de milliers de travailleurs en grève, une étape nouvelle et importante de l'extension du mouvement sera franchie.

Pierre Royan



Justice de classe

Après les manifestations du 17 octobre, le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, fanfaronnait devant les micros pour exiger des tribunaux qu'ils soient implacables avec les quelque 2 700 gardés à vue arrêtés.

Comme il fallait bien qu'il se distingue au milieu du concert réactionnaire, Darmanin a annoncé une mesure inédite. Il s'agirait de prévenir l'employeur d'un salarié attrapé par la police, pour une sanction disciplinaire en plus d'une éventuelle condamnation par un tribunal.

Cette démanigaison d'un ministre de la Justice de priver de son gain-pain un travailleur, ou de

le faire mettre sur liste noire par son employeur, est caractéristique des poussées d'urticaire chez les serviteurs du patronat lorsque les opprimés relèvent la tête.

Dès le 20 octobre ont défilé devant le tribunal correctionnel à Paris un travailleur de 38 ans intérimaire dans le bâtiment, père de cinq enfants, pris par la police avec une paire de baskets avec encore leur antivol et un pull Louis-Vuitton, un cariste d'Amazon de 34 ans, père de deux enfants, qui essayait un pull de la même marque, un employé d'Emmaüs, un livreur, un chômeur, etc. La double peine s'est appliquée immédiatement à ceux qui

ne sont pas français. En plus de la peine prononcée, l'ordre de quitter le territoire était systématique. Les procès à la chaîne n'ont pas permis de démasquer ni ce complot de l'ultragauche que le gouvernement voit partout, ni même les prétendus professionnels du pillage et du saccage.

Les 2 700 arrestations n'ont abouti qu'à un millier de défèrements et 217 condamnations, tant les gardes à vue reposaient sur pas grand-chose. Mais la mission de la police contre le mouvement actuel est d'abord de faire du chiffre, de remplir les commissariats pour effrayer et dissuader.

Boris Savin



Nos lecteurs écrivent

Le premier condamné après le 17 octobre

Mardi 20 octobre, plus de 800 personnes étaient déférées devant le procureur de la République suite aux manifestations du 17 octobre. Quatre salles de comparution immédiate étaient exceptionnellement ouvertes en lieu et place des deux salles habituelles.

Pour être témoin de cette justice répressive, il faudra

longuement patienter pour espérer entrer dans une des salles. En effet, le nombre de personnes souhaitant assister aux audiences est édifiant.

Les débats s'ouvrent, le premier prévenu arrive, 21 ans, le visage tuméfié, il est accusé de violences contre un policier le 17 octobre. Il aurait jeté des projectiles, le visage dissimulé et

monté des barricades tout en criant « ACAB ». La présidente indique que, lors de son interpellation, il se serait débattu et aurait repoussé les policiers.

Le jeune homme nie les faits. Il raconte qu'il a été roué de coups, traîné par les cheveux avant d'être frappé à la tête, il a perdu conscience quelques secondes. Les CRS le

frappaient au ventre en lui disant : « *Crie ACAB maintenant !* » Ensuite, ils lui ont coincé les doigts dans les menottes en disant « *Plus tu parles, plus on serre.* »

La procureure requiert cinq mois de détention ferme avec mandat de dépôt, il sera condamné à douze mois avec sursis.

Cette peine aura des

effets à long terme. Chaque condamnation plonge immédiatement le prévenu dans la précarité puisqu'il se verra refuser l'exercice de nombreux métiers.

Le collectif d'avocats Colère noire se mobilise en dénonçant « *la répression historique de ces mouvements de jeunesse* ».

Une lectrice

LES JEUNES EN LUTTE



À Paris.

24 octobre : le gouvernement en échec

Les 410 000 manifestants samedi 24 octobre, selon le ministère de l'Intérieur, ont déjoué les manœuvres d'intimidation et les interdictions.

Toute la semaine précédente, les grands médias d'information – et pas seulement ceux d'extrême droite – avaient fait donner l'artillerie lourde. Les reportages sur les commerces saccagés ont tourné en boucle, les légendes horribles sur les croque-mitaines de l'ultragauche et de LFI ont saturé les plateaux de télévision et les ondes radio.

Une seule question a semblé intéresser commentateurs et prétendus spécialistes : comment les forces de répression ont-elles pu se faire déborder le 17 octobre et comment se préparer à ne pas revivre le même épisode le 24 ? Derrière ces simulacres de débats, l'objectif est d'assimiler tout manifestant à un casseur ou un pillier et de faire disparaître derrière un écran de fumée les revendications. Ce qui a « débordé » les prévisions du gouvernement et de son renseignement intérieur c'est une colère de plus en plus large contre la dégradation des conditions de vie.

Jeudi 22 octobre, à l'issue d'un conseil de sécurité à l'Élysée, Macron avait annoncé que, « pour protéger nos centres-villes, en particulier nos commerces et nos bâtiments publics, la recommandation générale,

c'est pas de manifestation dans les jours à venir ».

Dans plus d'une centaine de villes, des arrêtés préfectoraux ont immédiatement interdit les rassemblements, en particulier dans les grandes agglomérations, Rouen, Lyon, Marseille – dans cette dernière ville la manifestation a été finalement autorisée. Dans des dizaines d'autres, les préfets ont interdit l'accès au centre-ville.

Ces interdictions ou entraves à manifester se sont ajoutées aux couvre-feux locaux imposés depuis le 18 octobre. Dans le même temps, le ministère de l'Intérieur a annoncé une augmentation des effectifs de police et de gendarmerie mobile déployés dans les rues le 24 octobre.

Ces mesures autoritaires, les quelque 10 000 gardes à vue depuis le début du mouvement lycéen et les procès expéditifs ne visent évidemment pas à défendre le « petit commerce ». Elles ont pour but de vider les rues, de dissuader d'aller aux manifestations et d'éviter une extension de la contestation.

Et pour le coup, malgré les obstacles et les menaces, celle-ci a trouvé son chemin.

Boris Savin

Paris

La manifestation a rassemblé au moins 110 000 personnes, selon la préfecture. Le cortège était compact et déterminé. Se rendre à cette manifestation relevait pourtant du jeu de piste.

Le parcours, approuvé au bout de discussions interminables avec l'intersyndicale, a été changé au dernier moment par la préfecture. Son recours ayant été rejeté par le tribunal administratif, l'intersyndicale a finalement accepté le matin même le parcours imposé sur les boulevards extérieurs.

Place de la Bastille, un important dispositif policier attendait les participants qui n'étaient pas informés

du changement de parcours, menaçant d'une amende de 135 euros toute tentative de regroupement.

Malgré la quasi-absence des syndicats sur la manifestation, les manifestants ont su s'organiser et rendre le cortège vivant et

dynamique. Ils ont montré que les manœuvres de la préfecture, la présence d'un dispositif policier agressif et le battage médiatique sur les feux de poubelle et les vitrines brisées ne les intimidaient pas.

Correspondant LO



Lyon

Samedi 24 octobre, malgré l'interdiction par la préfecture de tout rassemblement dans le centre puis le refus d'un parcours de manifestation déposé par le syndicat Solidaires, plus de 10 000 personnes ont défilé dans la ville.

Ni ces interdictions, ni le climat de peur relayé par les médias, ni l'arrêt dès midi de la majorité des métros, trams et bus, n'ont découragé les manifestants qui ont rejoint différents rassemblements appelés sur les réseaux sociaux, par des groupes militants ou par les lycéens et étudiants mobilisés. Malgré un usage généreux des gaz et de la matraque, la police a eu bien du mal à disperser les milliers de personnes qui ont manifesté jusqu'en fin d'après-midi.

Dès 13 heures, plus de 1 500 personnes se sont rassemblées place Jean-Macé,

dans le 7^e arrondissement. Des étudiants, qui avaient organisé un petit service d'ordre, Lutte ouvrière ainsi que quelques organisations dont le NPA-R, s'apprêtaient à partir en manifestation lorsque leur cortège a été attaqué par la police à grand renfort de gaz lacrymogènes. Des commerçants voisins ont déclaré à la presse combien l'attitude des forces de l'ordre les avait choqués.

Ailleurs, notamment dans le quartier de la Guillotière à la limite de la zone interdite par la préfecture, des milliers de personnes ont défilé. Parmi elles, comme le 17 octobre, un groupe de soignantes, brancardiers et ouvriers de l'hôpital de la Croix-Rousse était bien visible, en tenue de travail et avec une banderole. Dans quelques entreprises, des syndicats avaient appelé à cette

manifestation interdite – la CGT de l'équipementier automobile JTEKT, celle de Renault Trucks –, mais l'absence de banderole et de cortèges syndicaux était notable. Des militants syndicaux, cheminots, enseignants ou autres, révoltés par l'intransigeance du gouvernement, sont venus individuellement, parfois avec leurs chasubles syndicales.

Dans beaucoup d'entreprises, les discussions ont été nombreuses : malgré la campagne du gouvernement sur la « casse », bien des travailleurs sentaient que les vrais casseurs sont dans l'État qui démantèle les services publics, les lycées et les hôpitaux. Même des travailleurs attirés par le RN éprouvaient de la compréhension pour ceux qui manifestent contre la vie chère et pour l'avenir de leurs enfants.

Correspondant LO

Rennes

Malgré la pluie et l'interdiction par la préfecture, la manifestation a de nouveau été un succès.

Avant la manifestation, la police a multiplié les contrôles sur les nationales qui mènent à Rennes et sur les sorties de la rocade. Des manifestants dont le véhicule a été fouillé et auxquels la police a saisi du matériel, comme des lunettes de piscine, sont arrivés en retard

au rassemblement. Dans les rues autour du centre-ville, les contrôles et les fouilles ciblaient les jeunes.

Un quart d'heure avant l'heure du rassemblement, les CRS ont investi la place, chassant les manifestants, qui se sont regroupés plus loin pour partir en cortège.

La préfecture et le ministère avaient sorti le grand jeu avec deux Centaure (véhicule blindé à près d'un million d'euros) et un canon à eau.

Ces intimidations n'ont pas empêché les manifestants de défiler, très vite rejoints par des centaines d'autres. Au final, la manifestation a rassemblé 15 000 personnes, fières de se retrouver et de traverser la ville, pendant deux heures, malgré les cordons de CRS. Les pancartes étaient moins nombreuses que les fois précédentes à cause de la pluie qui n'a pas cessé mais cela n'a pas refroidi les manifestants qui ont scandé leur colère et leurs slogans tout au long du parcours. Un joli pied de nez à la préfecture et au gouvernement.

Correspondant LO



Chartres

À Chartres, samedi 24, nous étions entre 200 et 300 à nous retrouver malgré l'interdiction de manifester en centre-ville.

Comme partout, la préfecture voulait se rattraper de la semaine précédente, où elle avait été complètement dépassée. Il n'y avait eu aucune casse mais, cette fois-ci, pour faire une démonstration de maintien de l'ordre, les policiers étaient très nombreux à bloquer l'accès au centre-ville.

Cantonnés au départ sur une place proche de la gare, les manifestants ont exprimé leur colère dans une

ambiance fraternelle et sympathique. Après deux prises de parole rappelant que les travailleurs et les lycéens expriment la même colère et appelant à continuer à se retrouver de plus en plus nombreux, ainsi qu'une intervention dénonçant le climat d'oppression orchestré par le gouvernement et donnant des ailes à des déséquilibrés d'extrême droite, comme à Trappes, une « répétition de slogans » a été improvisée.

Finalement, à la demande de lycéens, tout le monde est parti en manifestation sur les boulevards extérieurs au centre-ville, derrière leurs slogans. Un des plus repris était : « *C'est pas l'éducation qui nous coûte cher, ce sont les banquiers et les actionnaires !* »

Malgré la pluie et la présence policière peu rassurante, le cortège a grossi, jusqu'à presque 400 participants, tout au long de cette manifestation très enthousiaste.

Correspondant LO



CHARLES BURY OUEST FRANCE

Caen

Jeudi 22, le préfet du Calvados a interdit tout rassemblement en centre-ville de Caen samedi 24 octobre, pour décourager les jeunes et les moins jeunes mobilisés.

Justement une manifestation de lycéens et d'étudiants était prévue jeudi 22 à 14 heures à l'Université, qui n'était pas encore en vacances. Des centaines de jeunes ont fait le tour des cours pour scander des slogans : cela a été l'occasion que des dizaines d'autres étudiants les rejoignent, puis le cortège est parti manifester en ville.

Le samedi 24, le centre-ville était presque désert, bien des vitrines étaient barricadées, et ceux qui étaient venus pour manifester se demandaient s'il y aurait finalement un rassemblement. Beaucoup de policiers contrôlaient les passants à proximité du rendez-vous initial, en plein dans la zone

interdite. Un gros groupe de manifestants a vu arriver plusieurs camions de la police et de la BAC pour les intimider et les repousser.

Malgré toutes ces tentatives de l'empêcher, la manifestation a bien eu lieu. Les étudiants et lycéens s'étaient en effet rassemblés un peu plus tôt à l'Université, et ils ont réussi à entrer dans le centre-ville et à agréger tout le monde. Finalement, la préfecture elle-même a dû annoncer 8 000 personnes, qui ont donc défilé à travers toute la zone interdite. C'était un cortège massif, qui a manifesté dans le calme pendant deux heures et demi. De quoi renforcer la détermination de tous !

Correspondant LO

Étudiants en santé : blouses blanches, colère noire

Depuis le 12 octobre, à l'initiative d'étudiantes infirmières de l'hôpital Tenon à Paris, plusieurs assemblées générales d'étudiants en santé de la région parisienne se sont tenues pour organiser leur mobilisation, en solidarité avec les lycéens.

Des étudiants de quasiment toutes les filières de la santé ont pu s'y retrouver : étudiantes infirmières, en médecine, en kiné, aides-soignantes, etc.

Ils étaient présents en manifestation les 17, 22 et 24 octobre, dans leurs cortèges d'étudiants en santé, en tenue de travail, accompagnés de pancartes et de leur banderole, affichant le slogan : « *Des lycéens mutilés, soignés dans des hôpitaux délabrés, par des soignants sous-payés* ».

Afin d'élargir leur mouvement, ils ont aussi rédigé des tracts à destination des autres étudiants en santé et des travailleurs des hôpitaux, qu'ils ont régulièrement diffusés devant et dans certains hôpitaux de

région parisienne. Comme ce fut le cas avec les travailleuses et travailleurs des cantines, l'accueil a été attentif et chaleureux.

Les étudiants en santé, armés de leur enthousiasme et des tracts de leur assemblée générale, sont ainsi allés discuter avec leurs collègues d'une mobilisation commune des travailleurs des hôpitaux car, des internes jusqu'au personnel ouvrier, tous sont témoins de la dégradation de l'hôpital public et des conditions de travail.

Depuis le 17 octobre, les passages répétés des étudiants auprès de leurs collègues des hôpitaux et l'accueil enthousiaste que ces derniers leur offrent sont un gage pour l'avenir.

Correspondant LO

Lycées Auvergne-Rhône-Alpes : baisse des budgets

Jeudi 22 octobre, les débats du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes portaient notamment sur les manifestations lycéennes.

Son président Fabrice Pannekoucke et son mentor, le « conseiller spécial » et député LR Laurent Wauquiez, multiplient les coups de menton, affirmant vouloir faire payer les dégâts par ceux qui les ont causés.

Les régions ont en charge le financement du bâti scolaire, des salaires du personnel technique, de l'entretien des locaux

et de la fourniture du matériel. Les deux politiciens se préoccupent-ils de rénover les locaux ? De doter les établissements scolaires de suffisamment d'agents et de personnel technique ?

Non, bien sûr ! Alors que des milliers de lycéens manifestent pour dénoncer des locaux inadaptés, que l'inflation a fait grimper tous les prix, le budget total

attribué aux lycées par la région sera le même pour l'année 2027. Et il est même en forte baisse pour de nombreux lycées des quartiers populaires de l'agglomération lyonnaise : -15,2 % pour le lycée Doisneau de Vaulx-en-Velin, -14,9 % pour le lycée Brossolette de Villeurbanne ou encore -14,5 % pour le lycée Sembat de Vénissieux.

Les lycéens en colère ont ainsi de nouvelles raisons pour manifester.

Correspondant LO

Nord-Pas-de-Calais

Cette semaine encore des manifestations ont eu lieu dans les différentes villes de la région : Dunkerque, Arras, Douai, Valenciennes, Maubeuge.

Quelques manifestants se sont aussi réunis à Boulogne et Calais où les manifestations avaient été interdites par la préfecture. Encore une fois, pour certains, il s'agissait de leur première manifestation.

C'est à Lille que se sont concentrés la plupart des manifestants, beaucoup se déplaçant des différentes villes de la région. Dès la

veille, la préfecture avait interdit les rassemblements dans le centre-ville. Elle a même annoncé une modification de la fin du trajet au moment où la manifestation avait déjà démarré. Le cortège a été, le 24 octobre encore, très important, malgré la pluie, la tempête et surtout les annonces d'un dispositif policier énorme qui faisait

craindre à tous une répression importante.

Si le centre-ville était interdit aux manifestants, la police ayant fermé certaines stations de métro et fouillant les passants, cela n'a pas empêché un groupe de l'Action française d'y manifester en fin de journée, au prétexte de protéger les petits commerçants et comme dans bien d'autres villes sous le regard bienveillant de la police.

Correspondant LO



LAURE MORINEAU FRANCE TV

Le 24 octobre à Lille, rue Victor Hugo.

Fac des sciences – Tours : dans le mouvement

À la faculté des Sciences de Tours, sur le campus de Grandmont, les étudiants ont commencé par des AG à cinquante.

Or, il suffit d'être une dizaine pour bloquer le campus. Ce fut chose faite le mardi suivant cette AG. Mais la présidence s'est empressée de fermer les locaux jusqu'à la fin de la semaine. Le lundi suivant ils ont mis en place une autre stratégie :

le campus de sciences était le seul ouvert de toute la ville, des tracts ont été distribués et les étudiants ont cherché l'aide des profs pour intervenir dans les amphithéâtres où des cours avaient lieu. Le soir même, 250 étudiants étaient réunis.

Lorsque, le lendemain, jour de manifestation, après la mise en place d'un blocage, la présidence a fermé le campus pour une semaine, les étudiants se sont dit : « *Qu'à cela ne tienne, on retiendra le même coup lundi prochain !* » Entre-temps, une AG des personnels du site a proposé une action commune des personnels et étudiants : deux

tracts furent rédigés, l'un côté enseignants et l'autre par les étudiants. 2 000 de ces tracts ont alors été distribués sur un campus de 4 370 étudiants, et de nombreuses discussions ont eu lieu. Ce soir-là, une AG de 581 étudiants et personnels s'est réunie.

Parmi les étudiants qui ont participé aux premières AG, et qui mènent

désormais le mouvement, beaucoup n'avaient jamais milité auparavant. Ils prennent à cœur de tenir une tribune démocratique et efficace, et ça marche. Tout le monde est fier de ce travail, on sent qu'on a fait quelque chose d'inédit : on n'a pas bloqué... et pourtant on ne s'est jamais senti aussi forts.

Correspondant LO

L'extrême droite à l'œuvre

Le 24 octobre, dans plus d'une quinzaine de villes, des militants d'extrême droite identitaire ont défilé en cortège, patrouillé dans les rues sous prétexte de « défendre les commerçants » et attaqué des manifestants en bénéficiant souvent de la bienveillance de la police.

À Lyon, le 19 octobre, alors que le centre-ville était placé sous couvre-feu, des militants d'extrême droite se sont invités au rassemblement organisé par le préfet en soutien aux commerçants vandalisés le 17 octobre. Ils ont ensuite défilé dans les rues du centre en faisant des saluts nazis. Dans la même ville, le 24 octobre, d'autres ou les mêmes ont défilé dans la zone interdite par la préfecture sans que la police intervienne alors qu'elle gazait allègrement les manifestants pourtant à l'extérieur de cette zone. Des jeunes et des travailleurs mobilisés ce jour-là ont bien noté cette différence d'attitude du bras armé de l'État.

À Rouen, Lille, Montpellier, Dijon et ailleurs, des militants identitaires, munis de cagoules et porteurs d'un brassard blanc, ont frappé des manifestants ou lancé des projectiles contre eux, devant les forces de l'ordre voire en se repliant ensuite

derrière elles. À Nancy, le maire a dénoncé les « *dizaines de militants de l'ultradroite [qui] ont sévi hier* ». Dans plusieurs villes, les maires de gauche ont protesté contre la passivité, ou plutôt la complicité, de la police vis-à-vis de ces groupes organisés d'extrême droite. Ils en appellent au « *respect des valeurs de*

la République ». Si on peut comprendre leur indignation, il n'y a pas à s'étonner de la complicité de toute une fraction de la police vis-à-vis de ces néonazis. Comme l'épisode de Carcassonne l'a illustré, de nombreux policiers partagent les mêmes idées xénophobes et la même hostilité envers ceux qui contestent l'ordre établi.

Ces militants fascistes, renforcés par la montée électorale du RN, sont justement enhardis par le soutien de plus en plus ouvert qu'ils trouvent au sein

de la police. Ils ont profité de l'ambiance répressive et autoritaire entretenue par le gouvernement tout au long de cette semaine pour avancer leurs pions, s'entraîner et banaliser de telles actions. Pour s'en prémunir, les manifestants ne pourront certainement pas compter sur les lois et les institutions de la république mais sur la mise en place de leur propre service d'ordre et sur l'extension de la mobilisation à l'ensemble des travailleurs.

Xavier Lachau



Les nervis de Nice

À Nice, samedi 24 octobre, une centaine de nervis d'extrême droite ont attaqué la manifestation en centre-ville.

Toute la semaine, un groupe de jeunes se présentant comme « *des étudiants et des actifs engagés pour le bien commun* » a prospecté auprès des commerçants pour créer une milice d'autodéfense des boutiques. Le logo figurant sur le tract est celui d'Aquila popularis, un groupe néo-nazi et sur leur groupe

Telegram, ils annonçaient de tout autres intentions : « *RDV samedi pour casser du bougnoule* ».

Ils ont commencé l'après-midi par une marche avec une banderole « *Touche pas à ma ville* », en référence aux commerces vandalisés le 17. Le 24, aucune boutique n'ayant été touchée, les

petits miliciens en herbe ont dû se passer de prétexte. À la fin de la manifestation, ils ont décidé de l'attaquer, sans réussir à avoir le dessus. Trois personnes ont dû être prises en charge par les pompiers, une a le nez cassé.

Parmi les agresseurs, onze ont été arrêtés par la police et le maire, Eric Ciotti, a condamné leurs exactions. Mais personne n'est dupe. En effet, ce

cortège a pu défiler tranquillement sans encombre dans Libération, un des quartiers du centre, devant un très grand nombre de policiers municipaux. À plusieurs reprises d'ailleurs au cours de la journée, des vidéos ont pu filmer la connivence entre les policiers et ces apprentis fascistes, les uns souhaitant bon courage aux autres.

Correspondant LO

Brésil : Lula réélu, l'extrême droite reste une menace

Contre tous les pronostics, le candidat du Parti des travailleurs (PT), Luiz Inácio Lula da Silva, a remporté l'élection présidentielle au Brésil avec 51,79 % des voix, alors qu'il avait été distancé au premier tour par le candidat d'extrême droite Flávio Bolsonaro.

Ce qui semble avoir fait basculer le résultat, c'est la remobilisation des plus pauvres, notamment dans le Nordeste, une région particulièrement déshéritée. Leur abstention avait été importante au premier tour (alors que le vote est censé être obligatoire) car la désillusion est forte après quatre ans de gouvernement de gauche. La vie reste dure, sept travailleurs sur dix gagnent moins de 540 euros. À São Paulo, le coût d'un panier alimentaire de base pour une personne représente 61 % du salaire minimum et le loyer d'un simple deux pièces coûte presque deux salaires minimum.

Les travailleurs noirs et métis subissent à la fois les plus bas salaires et la violence d'un appareil d'État gangrené par le racisme. En 2025, la police brésilienne a tué 6 602 personnes, un record : 18 morts par jour, à 82 % des Noirs et des métis, y compris à Bahia, gouverné par le PT, deuxième État pour le taux de morts dues à la police. Un Noir a trois fois et demie plus de risques qu'un Blanc d'être tué par la police. La justice suit : près de 70 %

des détenus sont noirs ou métis, alors qu'ils représentent 56 % de la population.

Entre les deux tours, le gouvernement de Lula a pris des mesures destinées à s'attirer les voix des travailleurs. Il a augmenté de 15 % la « bourse familiale », versée quelques jours avant le second tour. Surtout, le 14 octobre, le Sénat a adopté la fin de la semaine de six jours : la durée du travail passera de 44 à 40 heures sans baisse de salaire. La mesure était en préparation depuis 2019 mais elle était si attendue par les travailleurs que la droite, Flávio Bolsonaro compris, a voté pour à onze jours du scrutin, elle qui prônait des horaires flexibles négociés entre salarié et patron. Cela a remobilisé l'électorat pauvre derrière Lula qui, malgré sa politique conciliante avec le patronat, reste pour bien des travailleurs un des leurs : ancien syndicaliste de la métallurgie, dirigeant de grandes grèves sous la dictature.

De multiples scandales financiers impliquant les Bolsonaro père et fils, en particulier un prêt à taux jugé anormal de la banque BRB



Les partisans de Lula fêtent sa réélection dans les rues de São Paulo, le 25 octobre.

pour la villa luxueuse de Flávio Bolsonaro à Brasília, ont fait basculer les indécis.

Lula a aussi joué à fond la carte de la souveraineté nationale face aux États-Unis, qui ont frappé les marchandises venant du Brésil d'une surtaxe de 25 % et attaquent Pix, le système de paiement public auquel les Brésiliens sont très attachés. Flávio Bolsonaro, lui, est allé proposer à Washington les minerais stratégiques du pays. Dans une Amérique latine pillée par l'impérialisme, cela compte pour bien des

travailleurs, et même pour une partie de la bourgeoisie qui veut un État capable de les protéger de la mainmise des États-Unis. Une autre partie, celle de la finance et de l'agrobusiness, misait sur Bolsonaro : la Bourse avait bondi de près de 8 % au lendemain du premier tour et s'est effondrée au lendemain de la victoire de Lula. Le souverainisme de Lula ne s'oppose pas à la bourgeoisie : il défend ses intérêts nationaux et met les travailleurs à sa remorque.

Malgré la victoire présidentielle, l'extrême droite

sera en position de peser, ayant remporté la plupart des scrutins locaux. Le Parti de Bolsonaro, dont les élus constituent le premier groupe parlementaire, pèsera dans la vie politique, même si son chef a quitté le pays, probablement par crainte de la justice. Lula devra gouverner en faisant de nombreux compromis au détriment des classes populaires. Les travailleurs n'ont pas de raison de considérer la victoire de Lula comme la leur.

Gabriel Morel

Euronaval : course au profit, course au tonnage

Le salon Euronaval, festival international des fabricants et utilisateurs d'engins de mort maritimes, ouvrira le 3 novembre. Son promoteur, le groupement des industriels français du secteur, se réjouit déjà du nombre croissant d'exposants, de visiteurs et, probablement, de contrats signés.

D'après les commentateurs, la mode maritime et militaire serait aux drones, aux robots, à l'intelligence artificielle, au renseignement. Cela existe et constitue bien une part importante des plus de 670 exposants du salon.

Mais, de même que dans une guerre il faut bien occuper le terrain à un moment donné, et donc envoyer l'infanterie comme on le voit en Ukraine, il faut le moyen d'écraser l'adversaire en mer et de couler sa flotte. On en revient

donc, comme par le passé, à la course aux bateaux de plus en plus grands, de plus en plus puissants et, partant, de plus en plus chers.

En France, la construction d'un nouveau porte-avions coûtera au moins 12 milliards d'euros, pour un navire de 310 mètres de long, 80 000 tonnes de déplacement (le double du *Charles-de-Gaulle*), capable de naviguer à 30 nœuds (55 km heure). Un député, au moins, et tous les amiraux en réclament déjà un deuxième. Par ailleurs, le programme de construction de sous-marins nucléaires de troisième génération (quatre milliards pièce), et de frégates (la première, à un milliard d'euros, a commencé ses essais) se poursuit.

Aux États-Unis, dont le budget militaire représente la moitié des dépenses mondiales du secteur et qui possèdent les navires les plus

puissants et les plus nombreux, Trump projette de lancer 20 cuirassés encore plus gros que ceux de la Deuxième Guerre mondiale.

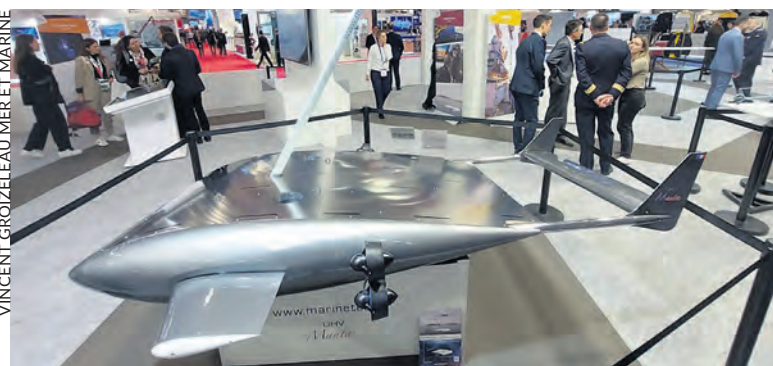
Rheinmetall et TKMS construisent une nouvelle frégate pour la marine allemande, 180 mètres de long et 13 000 tonnes, la première d'une série de quatre, pour un coût total estimé de 6 milliards d'euros. Rheinmetall, champion de l'industrie de guerre, a racheté un chantier naval, conjointement avec le premier armateur mondial MSC. Comme toujours, la guerre soutient le commerce et réciproquement.

Alors que la Chine a lancé son troisième porte-avions, le Japon a décidé de se doter d'un tel navire et, de façon générale, de renforcer sa flotte. Les navires de guerre des différentes puissances sont d'ores et déjà face à face, non seulement sur la route du

pétrole, mais aux abords de la Chine, dans le Pacifique, où de nouvelles bases maritimes sont en construction, dans la Baltique, en mer Noire. Les pays qui bordent le cercle polaire arctique se dotent de brise-glaces capables de frayer un chemin, non seulement à leurs navires de commerce, mais aussi à leurs flottes de combat, pour la maîtrise de la route du Nord.

La guerre a déjà commencé, des bateaux sont coulés et des pays bombardés, les exposants d'Euronaval, dont les « fleurons français » Naval Group, MBDA, Safran, Dassault, se frottent les mains. Demain il leur faudra d'autres bateaux et d'autres marins pour les manœuvrer dans d'autres combats meurtriers. Mais tout est prévu, la marine nationale recrute à Euronaval.

Paul Galois



États-Unis : la démocratie du dollar

Parmi les dizaines de milliers de postes d'élus en jeu lors des élections de mi-mandats du 3 novembre, la bataille pour le contrôle du Congrès polarise l'attention des partis démocrate et républicain.

Ces deux partis font campagne à coups de centaines de millions de dollars qui leur permettent d'acheter des spots publicitaires sur les chaînes de télévision. Dans les circonscriptions où l'élection des représentants est la plus disputée, les républicains ont dépensé jusqu'à présent 313 millions et les démocrates presque 300 millions. Les sommes sont encore supérieures pour les élections des sénateurs : 946 millions pour les républicains et 625 millions pour les démocrates. Au Texas, Elon Musk a donné à lui seul 158 millions de dollars à la campagne du candidat républicain au Sénat.

Les électeurs sont aussi amenés à se prononcer sur de nombreux sujets. En Californie, contre l'avis du

gouverneur démocrate, un syndicat de la santé a réussi à mettre aux voix un référendum pour une taxe ponctuelle de 5 % sur la fortune des 250 milliardaires résidant dans cet État, afin de financer le système de santé. Pour combattre cette « proposition 40 », plusieurs milliardaires ont investi au moins 218 millions de dollars.

Même si la proposition 40 remportait la majorité, elle serait contestée devant des tribunaux qui se montrent souvent compréhensifs envers les plus riches. Ce référendum a surtout pour mérite d'attirer l'attention sur le peu d'impôts que payent les capitalistes. Au cours de l'année fiscale, qui s'est achevée le 1^{er} octobre, les plus grandes entreprises américaines ont payé 70 milliards de dollars

de moins d'impôt que l'année précédente, et cela bien que leurs affaires aient prospéré. Elles peuvent dire merci à la loi fiscale imposée par Trump à l'été 2025.

Pour les milliardaires, il existe bien des façons d'échapper à l'impôt. Ainsi Jeff Bezos, qui a vu sa fortune s'accroître de 100 milliards de dollars entre 2014 et 2018, a pu ne déclarer légalement que 4,22 milliards de revenus, pour lesquels il n'a payé que 973 millions à l'État fédéral, affichant un taux d'imposition ridicule de 0,98 %.

Pendant que la richesse se concentre toujours plus, la majorité de la population se débat pour boucler ses fins de mois. Le prix des carburants a explosé et, à leur suite, ceux des biens indispensables (nourriture, loyer, etc.) : l'inflation des douze derniers mois a atteint 3,7 %. Plus de 40 millions de personnes survivent grâce à des bons alimentaires.



Le taux de chômage des femmes noires a fortement augmenté : il est le double de celui de l'ensemble de la population active. Plus que d'autres, elles ont subi les suppressions d'emplois administratifs dans le secteur public, ce qui est dramatique pour les familles dont elles sont bien souvent le seul pilier.

Dans ce contexte où l'impopularité de Trump semble avoir augmenté, les démocrates espèrent bien conquérir la majorité au Congrès. Mais ils sont tout autant, et

peut-être plus impopulaires que Trump. Un récent sondage montre que 45 % des électeurs se déclarent « indépendants ».

En dehors de ces deux partis de la bourgeoisie américaine, les militants du Working Class Party, WCP ou parti de la classe travailleuse, présentent des candidats dans des scrutins locaux de quelques États. Ils défendent l'idée que la classe ouvrière doit construire son propre parti pour combattre le capitalisme.

Lucien Déroit

BP n'a rien appris et rien oublié

Ce mois d'octobre, la compagnie pétrolière BP va verser 350 millions de dollars à l'État de Louisiane, suite à l'explosion de la plateforme Deep Water Horizon, en 2010.

La catastrophe, survenue dans le golfe du Mexique, avait tué onze travailleurs, brûlés vifs. Il avait fallu 87 jours pour boucher le trou, par 1 500 mètres de fond, par lequel des centaines de milliers de tonnes de pétrole s'étaient échappées, polluant

2 000 km de côtes, ruinant des populations riveraines, détruisant la faune et la flore. À ce jour, les espèces marines du golfe du Mexique ne sont toujours pas reconstituées.

Le coût total de cette catastrophe a été évalué à 60 millions de dollars Mais

BP, l'une des toutes premières entreprises privées au monde, a les reins solides et de puissants appuis. La compagnie a étalé le paiement de cette amende farineuse, tout en continuant à verser des dividendes à ses actionnaires. Sa responsabilité accablante dans la catastrophe a été démontrée par les survivants et même illustrée par un film qui montre comment la course au profit immédiat a conduit à l'explosion. BP n'en a pas moins obtenu l'autorisation d'exploiter une nouvelle plate-forme,

dans les mêmes eaux.

Cinq ans après la catastrophe, l'État américain avait fini par prendre quelques mesures pour contrôler les opérations et la sécurité sur les installations pétrolières d'une part, pour exiger des garanties quant à la protection de la vie marine d'autre part. Les premières valent ce que valent les mesures de sécurité que les capitalistes sont censés appliquer dans leurs entreprises, c'est-à-dire pas grand-chose. L'administration américaine a ainsi calculé que les forages

offshore dans cette région ont entraîné au moins 1 066 blessures, 496 feux et explosions, 22 pertes de contrôle de puits, 11 écoulements pétroliers majeurs et 11 morts depuis l'accident de DeepWater Horizon. Quant aux garanties « écologiques », elles ont tout simplement été supprimées par décret en avril 2026, au prétexte qu'il ne fallait pas gêner l'industrie pétrolière, en pleine crise en raison de la guerre en Iran.

Paul Galois



Après l'explosion, la plate-forme Deepwater en feu, en 2010.

Lisez Lutte de classe,

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 259 (novembre 2026)

- De la révolte de la jeunesse à la crise politique
- États-Unis : des « socialistes » à la rescousse du Parti démocrate déconsidéré
- Pétrole : l'économie sous la coupe de quelques « majors »
- L'intelligence artificielle aux mains du capital
- Catastrophes climatiques : le produit d'une organisation économique aberrante
- Friedrich Engels, Textes politiques 1883-1895

Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.



Israël : la guerre reste à l'ordre du jour

Des élections législatives très attendues se sont déroulées le 27 octobre en Israël. Le Premier ministre Netanyahu y joue la reconduite de son poste et, partant, l'application ou non des poursuites judiciaires dont il fait l'objet pour corruption multiple.

Les résultats définitifs ne devraient être publiés que le 4 novembre. À partir de là, le président Isaac Herzog devrait nommer un Premier ministre, en fonction des regroupements formés afin de parvenir à une majorité. En effet, aucune majorité ne se dégage à ce jour des urnes, la totalité du dépouillement n'ayant pas encore eu lieu. Le bloc formé autour du Likoud de Netanyahu marque une légère avance sur le bloc de l'opposition, autour de Gadi Eisenkot. Ce dernier, ancien chef d'état-major, a tenu à démontrer pendant la campagne qu'il était autant que son rival capable d'être un chef de guerre.

Aucun des deux blocs – 56 sièges actuellement pour le premier et 49 pour le second – ne semble en mesure d'obtenir les 61 sièges nécessaires pour détenir une majorité à la Knesset, le parlement israélien. Sur les 37 listes présentes au plan national, celles qui peuvent faire pencher la balance sont celles des deux regroupements arabes, le Ra'am qui s'affiche islamiste et conservateur et la Liste unifiée, qui rassemble trois partis laïcs et de gauche, le Balad (nationaliste arabe), le Hadash qui inclut le Parti communiste israélien

et Ta'al. La nouveauté est qu'à eux deux, les partis arabes obtiennent d'ores et déjà 15 sièges. Mais Netanyahu comme Eisenkot ont juré leurs grands dieux ne jamais s'allier aux partis arabes, quel que soit le résultat des urnes. Et cette situation de blocage politique pourrait bien amener à de nouvelles élections d'ici quelques mois.

La participation a été très forte : plus des trois quarts des inscrits se sont déplacés, notamment une grande partie de l'électorat arabe israélien (21% de la population d'Israël). Selon le quotidien *Haaretz*, la présence à leur porte de militants d'extrême droite armés n'a pas dissuadé les électeurs arabes. « *Au contraire, écrit Haaretz, ils ont fait du vote une forme de représailles. [...] Quiconque a parcouru les villes et villages arabes mardi a été témoin d'un spectacle inhabituel : des personnes âgées, des personnes en fauteuil roulant et des familles entières faisant la queue pour voter.* » Au-delà de leur rejet de Netanyahu et de la politique du gouvernement, bien des Israéliens d'origine palestinienne, descendants des 150 000 Palestiniens restés en 1948 à l'intérieur des nouvelles frontières définies par la

Manifestation anti-Netanyahu à Tel Aviv le 24 octobre : « Le 7 octobre ? C'est du passé. »



JACK GUEZ/AFP

création de l'Etat d'Israël, dénoncent les conditions qui leur sont faites. « *Je veux du changement* », a déclaré une étudiante à un journaliste après avoir voté dans une ville majoritairement arabe du nord. « *Je ne veux plus être traitée comme une citoyenne de deuxième ou de troisième classe. Je veux juste vivre en paix et sereinement.* » Il est par ailleurs difficile de savoir combien d'électeurs non palestiniens ont porté leur voix sur une liste arabe pour marquer leur désaccord avec la poursuite de la guerre, politique défendue à grand renfort de déclarations tonitruantes par Netanyahu comme par Eisenkot.

De même, il est difficile de savoir si la participation importante au vote, grosse du retour circonstanciel

de quelque 60 000 électeurs exilés, signifie plus qu'un rejet de Netanyahu, de sa morgue et des affaires qui le poursuivent, de l'opacité de sa gestion de la réponse à l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023. En tout cas, le fait est qu'il a continué et même intensifié les attaques contre la population palestinienne, non seulement à Gaza mais en Cisjordanie occupée, où ses alliés d'extrême droite et lui encouragent les colons à chasser les habitants arabes de leurs villages, de leurs maisons avec le soutien actif de l'armée.

Le 23 octobre, dans le secteur de Hébron au sud de la Cisjordanie, une fusillade, une de plus, a eu lieu à un point de contrôle militaire au cours de laquelle deux jeunes soldats israéliens,

entre autres, ont trouvé la mort. Netanyahu n'a évidemment pas manqué de faire une de ses déclarations de chef de guerre, promettant « *une opération de très grande ampleur, comme il n'y en a pas eu depuis la guerre des Six-Jours* ». Et de mettre aussitôt ses menaces à exécution en faisant expulser 3 000 Palestiniens de leurs villages.

Il y a donc tout lieu de craindre que, quel que soit le résultat des tractations et la majorité qui en sortira, le chef de gouvernement désigné continuera la politique de guerre totale, en Cisjordanie, à Gaza, au Liban, en Iran, envers les Houthis, qui est en vigueur actuellement, avec le soutien des États-Unis et des puissances européennes.

Viviane Lafont

Grèce : élèves et étudiants manifestent

Mercredi 21 octobre, des milliers d'élèves et d'étudiants ont manifesté dans de grandes villes grecques, Athènes, Thessalonique, Patras et une cinquantaine d'autres villes plus petites.



SAKIS MITROLIDIS/AFP

Les syndicats des enseignants du primaire et du secondaire et la fédération des travailleurs de la fonction publique appelaient aussi à la grève en soutien aux jeunes et pour la hausse des salaires.

Tous protestent contre le manque de professeurs, les locaux dégradés, dont les plafonds tombent, dont les installations vétustes d'électricité ou de gaz ont conduit, par exemple, à la fermeture d'un grand établissement d'Athènes. Ils dénoncent le manque d'enseignants, réclament une allocation logement de 500 euros par mois, des repas et des transports

gratuits, davantage de résidences universitaires et l'augmentation du budget pour l'enseignement.

La clé du problème est en effet la baisse des crédits pour l'enseignement et l'austérité en général, qu'on soit enseignant, étudiant, ou parent. Les prix sont ceux de l'Union européenne et le salaire minimum « revalorisé » ne dépasse pas 920 euros net. Dans les grandes villes, les loyers ont augmenté de façon catastrophique : plus de 100 % à Athènes en dix ans, et presque autant à Thessalonique. Nombreux sont les travailleurs qui ont deux ou trois emplois pour

survivre.

C'est cette vie que les jeunes refusent pour eux et pour leurs parents qui s'endettent pour leur payer des cours du soir, parfois 300 à 600 euros par mois, pour combler les lacunes de l'enseignement public laissé à l'abandon.

À Athènes, les lycéens et les étudiants les plus déterminés ont installé des tentes sur la place Syntagma devant le Parlement. Ils appellent la population à les rejoindre pour protester contre cette politique qui fait passer « *les profits avant tout* ».

Sylvie Maréchal

Octobre-novembre 1956 : l'insurrection hongroise

Le 23 octobre 1956, la population hongroise se soulevait contre le régime stalinien soutenu par les troupes soviétiques d'occupation. La révolte prenait la forme d'une insurrection ouvrière, marquée par la multiplication des conseils ouvriers. Ceux-ci donnaient aux insurgés une organisation exprimant leur volonté de lutter jusqu'au bout.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les vainqueurs s'étaient partagé à la conférence de Yalta la tâche d'éviter toute vague révolutionnaire. C'est à l'URSS stalinienne qu'était échu ce rôle dans la partie orientale de l'Europe, occupée par son armée. Pourtant, loin d'être un havre de paix sociale, cette zone devint celle où les travailleurs contestèrent le plus l'ordre existant. La classe ouvrière y était nombreuse et les particularités du système stalinien s'ajoutaient à l'exploitation subie par tous les travailleurs. Dans son roman *Les Briques*, l'écrivain Miklós Batory raconte ainsi comment un jeune ouvrier est accusé de sabotage et torturé pour avoir naïvement expliqué que trois apprentis stakhanovistes s'étaient fait estropier uniquement parce qu'ils n'avaient pas respecté les règles de sécurité pour mieux crever les plafonds de production. Cependant, en Hongrie comme dans tous les pays de l'Est, l'exploitation et la dictature apparaissaient comme une conséquence de l'occupation russe. Les aspirations des travailleurs à s'en débarrasser recoupaient ainsi naturellement celles de toute une petite-bourgeoisie et d'une partie de l'appareil d'État voulant échapper à la tutelle russe pour leur propre compte.

Après la mort de Staline en mars 1953, un premier mouvement fut la grève insurrectionnelle de Berlin-Est en juin de la même année. Mais le mécontentement populaire croissait dans tous les pays d'Europe de l'Est, où certains dirigeants commencèrent à apparaître comme des réformateurs. En Hongrie, Imre Nagy fut propulsé en 1953 à la tête du gouvernement sous l'impulsion de Moscou, mais n'eut que le temps de proposer un « cours nouveau » avant d'être écarté et remplacé par Rákosi, tenant d'un cours moins libéral. En février 1956, le vingtième congrès du Parti

communiste d'Union soviétique, où Khrouchtchev dénonça le culte de la personnalité de Staline, ouvrit une brèche à la contestation, en Pologne d'abord puis en Hongrie. L'intelligentsia de Budapest se rassembla dans un groupe de discussions, le cercle Petöfi. Craignant que la colère ne déborde comme en Pologne, les autorités soviétiques congédièrent Rákosi pour le remplacer par Gerö, un bureaucrate de la même eau. Ce fut en vain car, le 22 octobre, une assemblée de 5 000 étudiants appela à une manifestation le lendemain pour exiger le retrait des troupes russes et le retour au pouvoir d'Imre Nagy.

L'intervention de la classe ouvrière

Ce jour-là, 200 000 manifestants occupèrent tout Budapest. Le mouvement se voulait pacifique jusqu'à ce que les troupes de la police politique, les AVH, ouvrent le feu sur les manifestants rassemblés autour du siège de la radio. Des soldats d'un détachement de l'armée appelé en renfort firent alors glisser leurs armes du côté des manifestants. Des ouvriers, sortant du travail, rejoignirent la manifestation et s'armèrent. Une manifestation destinée à faire pression sur le gouvernement devint en quelques heures une insurrection populaire marquée par l'intervention de la classe ouvrière. Dans la nuit qui suivit, Gerö fit appel aux troupes soviétiques et Imre Nagy, nommé Premier ministre dans l'urgence, cosigna le texte.



Travailleurs et soldats en armes à Budapest.

Les troupes russes se heurtèrent à une résistance spontanée. De petits groupes de jeunes, de 14 ou 16 ans parfois, se constituèrent pour repousser l'invasion et attaquer les AVH. La grève se généralisa à tout le pays et les travailleurs élirent leurs conseils ouvriers. Un jeune ouvrier raconte comment cela se passa dans son usine de 3 000 travailleurs : « Après les événements du 23 octobre, cessant de participer aux combats insurrectionnels, je me rendis à mon usine. Le conseil ouvrier élu par une assemblée de 800 travailleurs comprenait 25 membres environ. Chaque département de l'usine en avait élu deux ou trois. Le conseil ouvrier fut chargé d'établir un cahier de revendications qui devait être approuvé par les ouvriers puis transmis au gouvernement. Parmi les revendications figuraient le retrait des troupes soviétiques de Hongrie – donc l'indépendance du pays – et le maintien au pouvoir d'un gouvernement Imre Nagy auquel seuls participeraient ceux qui jouissaient de la confiance du

peuple. Je dois préciser que 50 % des membres du conseil étaient des jeunes » (cité par Georges Kaldy dans *Hongrie 1956*, éditions Les Bons Caractères).

Les conseils ouvriers organisent la résistance

Le 28 octobre, les troupes soviétiques commencèrent à quitter Budapest. Nagy au pouvoir, la population insurgée pouvait se sentir victorieuse. Sous la pression des événements, les autorités soviétiques commencèrent par jeter par-dessus bord Gerö pour le remplacer par János Kádár, le dirigeant du Parti communiste, et confirmer Nagy comme Premier ministre. Celui-ci demanda aussitôt aux insurgés, passés soudainement officiellement du statut de fascistes à celui de jeunes patriotes, de rendre les armes. Ils n'en firent rien. De leur côté, les dirigeants soviétiques comprirent rapidement que Nagy était incapable de canaliser le mouvement. Ils avaient les mains libres du côté des pays occidentaux au moment où les troupes britanniques et françaises débarquaient en Égypte pour empêcher Nasser de nationaliser le canal de Suez. Le 4 novembre, 200 000 soldats envahirent Budapest. Les usines opposèrent une résistance farouche. A Csepel, les ouvriers retranchés mirent le feu aux chars russes. Dans toute la Hongrie, les combats durèrent quinze jours. Parfois, les ouvriers tentaient de s'adresser aux

soldats soviétiques, leur disant par exemple : « Soldats, votre État a été créé au prix d'un combat sanglant pour que vous, vous ayez la liberté. Pourquoi vouloir écraser notre liberté ? » Quand la résistance armée ne fut plus possible, la grève générale lui succéda. Le 13 novembre fut créé le Conseil central des ouvriers de Budapest. Près de 500 délégués élus par les travailleurs de toutes les usines se réunirent, pour moitié des jeunes de 23 à 28 ans. Début décembre, Kádár proclama la loi martiale et fit arrêter les membres des conseils ouvriers. Une ultime grève générale lui répondit le 12 décembre avant que la répression ne s'abatte dans toute sa violence. Beaucoup d'insurgés tentèrent de s'enfuir, d'autres furent emprisonnés et une partie d'entre eux furent exécutés. Nagy lui-même le fut en 1958 après un procès truqué.

Restés isolés, les travailleurs hongrois ne pouvaient triompher, mais ils ont montré comment la classe ouvrière avait pris la tête de toute une population dressée contre l'oppression. Les dirigeants soviétiques pour leur part firent la preuve que leur dénonciation mesurée des crimes de Staline n'entamait en rien leur volonté d'écraser dans le sang toute mobilisation populaire. Quant au PCF, en France, il se rangea dans le camp des bourreaux, traitant de fascistes les insurgés de Budapest.

Daniel Mescla



Blindé soviétique en flammes à Budapest.

Congrès du RN : sous haute protection policière

Samedi 24 octobre, entre 13 000 et 26 000 personnes ont répondu à l'appel lancé, de longue date, par les syndicats et les partis de gauche contre l'extrême droite à l'occasion de la tenue du congrès du RN à Orléans.

Dans une grande partie du cortège, les lycéens, étudiants et jeunes travailleurs, étaient majoritaires et beaucoup étaient venus parfois

de loin avec leur famille. Une marée de pancartes et de slogans exprimaient leur crainte sincère de voir le RN demain au pouvoir, leur

rejet du racisme, en particulier au lendemain de l'attentat de Trappes.

Le mouvement de contestation de la jeunesse est venu percuter le calendrier. Cette journée a aussi pris un caractère de contestation plus général, et beaucoup dénonçaient la difficulté à vivre, les violences policières, le

capitalisme.

Le succès de la manifestation est d'autant plus remarquable que la ville a connu tout le week-end un véritable état de siège. Fermeture des commerces, interdiction de circuler et de stationner dans le centre, couvre-feu pour les jeunes de moins de 15 ans, 3 000 policiers et gendarmes mobilisés : le maire de droite, le préfet et le Premier ministre se sont entendus pour faire de la ville un camp retranché, et pour acheminer en toute sécurité les participants au congrès du RN et assurer son déroulement loin de toute contestation. Alors que la ville était barricadée, la circulation était complètement coupée sur deux des ponts, le troisième étant filtré pour permettre le passage de ceux qui étaient inscrits au rassemblement du RN au Zénith au sud d'Orléans. Un filtrage et

des fouilles au corps étaient effectuées en gare à l'arrivée des trains, jusqu'à la gare d'Austerlitz à Paris pour les trains à destination d'Orléans, ou encore, dans les cars de manifestants venus de plus loin, dont certains ont été empêchés de rejoindre la manifestation.

Alors qu'aucun transport en commun ne circulait, les bus municipaux étaient réquisitionnés pour convoyer les sympathisants RN. Le maire a chiffré à 100 000 euros le coût de ces mesures et les responsables du RN n'ont pas tari d'éloges envers le préfet Moutouh, dont le nom circule pour de hauts postes en cas de victoire du RN en 2027.

Mais si toutes ces mesures sécuritaires inédites ont certainement limité la mobilisation, elles n'ont pu cependant empêcher son succès.

Correspondant LO



Manifestation à Orléans, le 24 octobre.

Combattre l'extrême droite

À six mois de l'élection présidentielle, la manifestation à Orléans a été l'occasion pour les responsables de la gauche de refaire une apparition.

La dirigeante de la CGT Sophie Binet, le socialiste Olivier Faure ou l'insoumis Bally Bagayoko, ont cherché à entretenir l'illusion que les partis de gauche constituent un rempart contre l'extrême droite.

Mais, au-delà des dénonciations, les dirigeants de la gauche et des syndicats ne proposent que de bien voter lors des prochaines élections.

Pourtant, des décennies d'appels à bien voter n'ont pas arrêté la progression électorale du RN et encore moins des préjugés réactionnaires. En réalité, c'est même l'inverse qui s'est produit. Le vote pour l'extrême

droite dans les milieux populaires est allé de pair avec les trahisons successives de la gauche au pouvoir, sous Mitterrand, Jospin et Hollande. À chaque fois, elle a déçu et dégoûté des générations de militants et de travailleurs, leur démoralisation laissant le champ libre aux idées réactionnaires.

Cette progression peut et doit être combattue dans les milieux populaires. Mais pour être efficace, il ne suffira pas de dire aux électeurs du RN qu'ils sont des fascistes et devraient se soigner en votant à gauche. Il est par contre possible de s'adresser à eux sur le terrain de leurs intérêts de classe. Car

même s'ils ont des préjugés racistes ou nationalistes, beaucoup peuvent être gagnés à l'idée qu'il ne faut pas se diviser entre travailleurs. Le racisme et le nationalisme n'apporteront ni meilleurs salaires, ni emplois, ni logements dignes. Ils servent à désarmer les travailleurs.

Sila mobilisation actuelle allait jusqu'à s'étendre de la jeunesse au monde du travail en s'approfondissant, elle pourrait faire reculer l'influence des idées d'extrême droite dans la classe ouvrière en lui offrant des perspectives de luttes. C'est pourquoi il est déterminant de se placer sur ce terrain et pas sur celui des élections.

Lucas Pizet

Sans-papiers interdits de manifester

Trois autocars de collectifs de soutien aux travailleurs immigrés sans papiers partis de Paris qui voulaient se rendre à la manifestation à Orléans pour dénoncer le racisme du Rassemblement national en ont été empêchés par la police.

Ils ont été arrêtés au péage à la sortie de l'A10, la police voulant contrôler l'identité des passagers, ne cachant pas que ceux qui étaient en situation irrégulière risquaient d'être expulsés du territoire.

Aucun passager n'a accepté de présenter ses papiers dans ces conditions et les cars sont restés

bloqués. Au bout de plusieurs heures, voyant qu'il était trop tard pour se rendre à la manifestation, les 200 passagers ont fait un barrage au niveau du péage.

Devant le blocage de la circulation, la préfecture du Loiret a alors accepté de renoncer aux contrôles à condition que les cars fassent demi-tour.

Les manifestants sont donc retournés à Paris sans avoir pu manifester, mais contents quand même d'avoir pu empêcher par leur action collective les arrestations de ceux qui n'ont pas de papiers.

Correspondant LO



DR

Florac : soupe à la grimace préfectorale

La Lozère, dont Florac (2 100 habitants) est la seule sous-préfecture, a beau être le département le moins peuplé de France elle n'en dispose pas moins d'un préfet.

Et quel préfet !

Non content comme un simple Macron ou comme ses collègues des autres départements d'interdire les manifestations non déclarées, le préfet de Lozère a interdit la fête de la soupe, à Florac, qui pouvait, dans

son esprit, devenir le lieu de cristallisation de manifestants illégaux.

Voilà une grosse légume indigeste, bien qu'elle soit visiblement complètement cuite.

P. G.

Smic : salaire minimum et insuffisant

Pour répondre au mécontentement face à la vie chère, le gouvernement envisage d'avancer de deux mois la hausse automatique du smic, prévue normalement au 1^{er} janvier.

Cette augmentation serait de 1 %, bien inférieure à la hausse officielle des prix qui atteindrait 3 %. Cela représenterait 15 euros en plus et porterait le smic

à 1 492 euros.

Avec un tel salaire, il est impossible de vivre dignement. Présenter cette mesure comme une façon de prendre en compte les difficultés de la population, comme le fait le gouvernement, est scandaleux.

Pour vivre, il faut un minimum de 2 200 euros net par mois, et au moins 300 à 400 euros de plus sur tous les salaires. Les travailleurs doivent revendiquer que les salaires soient indexés sur l'augmentation des produits alimentaires, des loyers, des transports, de l'électricité. C'est la seule façon d'imposer que les conditions de vie des classes populaires soient sauvegardées et passent avant les profits d'une minorité de capitalistes

Jean Sanday



Découverts bancaires : une réglementation qui ne résoudra rien

À partir du 20 novembre, les banques appliqueront une transposition d'une directive européenne durcissant la réglementation des découverts bancaires.

Le texte prévoit que les découverts de moins de 200 euros ou de plus d'un mois ne seront accordés, à compter du 20 novembre, qu'après vérification par les banques de la solvabilité de leurs clients et seront considérés comme des crédits à la consommation.

Le texte ne s'applique pas aux découverts déjà autorisés.

Selon une récente enquête, 43 % des personnes sont à découvert au moins une fois par an et 18 % le sont chaque mois. Elles subissent une double peine puisqu'elles doivent s'acquitter d'agios et parfois de commissions qui enrichissent les banques.

Les frais bancaires, en cas d'accidents de paiement ou de découvert, sont

une ponction importante des banques sur les revenus des familles à faibles ressources.

La nouvelle réglementation est présentée comme favorable aux clients car elle supprimerait certains abus pratiqués par les banques, les obligeant à appliquer des taux d'intérêt sur les découverts plus faibles que les taux d'agios.

Mais qu'arrivera-t-il aux clients dont les découverts seront refusés par leurs banques ? Ils sont des millions dans le pays à être menacés d'un tel traitement.

S'enrichir sur les familles les plus pauvres, puis les rejeter une fois totalement ratissées, voilà bien un travail de banquier.

Hervé Cheylar

Medef : pleurer la bouche pleine

La simple évocation de la hausse anticipée du smic a suffi pour provoquer une levée de bouclier du Medef, allergique à la simple mention d'une augmentation des salaires.

« On met les entreprises dans la nasse », s'est écrié le patron des patrons Patrick Martin. D'après cet émotif PDG, le gouvernement en demanderait toujours plus aux pauvres capitalistes, qui n'en peuvent plus de se serrer la ceinture au service du bien commun. L'impitoyable gouvernement Lecomu aurait en effet projeté de réduire un peu les

exonérations de cotisations dont bénéficient les entreprises. « On nous ampute de 11,5 milliards », s'est exclamé Patrick Martin.

Un communiqué de presse du Medef appelle donc le gouvernement à revenir sur les mesures annoncées, non sans préciser que sa priorité reste de récupérer les milliards d'exonérations.

Et le patronat de s'alarmer des « tensions sociales » qui pourraient être « importées dans les entreprises, qui demeureraient jusqu'à présent l'un des derniers collectifs apaisés de la société française ». Le patronat français, champion d'Europe de la distribution de dividendes cette année, risquerait alors de devoir lâcher beaucoup plus qu'une augmentation de 15 euros. Et c'est bien sa crainte... et l'objectif des travailleurs !

Sacha Kami

Explosion rue de Trévise : mépris pour les victimes

Le 20 octobre a commencé le procès de l'explosion de la rue de Trévise dans le 9^e arrondissement de Paris, qui avait fait quatre morts, 66 blessés et des centaines de sinistrés le 12 janvier 2019.

L'écoulement permanent d'eaux usées après la rupture d'un collecteur souterrain avait entraîné peu à peu l'affaissement du sol et la rupture d'une canalisation de gaz. Une étincelle provoqua une explosion et des dégâts dans un rayon de cent mètres. Le processus menant à cette catastrophe avait duré quatre ans, pendant lesquels l'agence Cipa, syndic de l'immeuble, et la Ville de Paris, régulièrement

alertés, avaient fait faire des réparations ponctuelles et les contrôles d'usage sans chercher à appréhender l'ensemble du processus. Ce sont donc ces deux personnes morales, Cipa et la Ville de Paris, qui se retrouvent face à la justice.

Les victimes et leurs familles, elles, ont dû affronter sept ans de procédures, vivre après la perte d'un proche, avec leur invalidité, la perte de leur

logement et tous les problèmes financiers que cela entraîne. Leurs associations recensent 800 victimes et exigent la finalisation des

indemnisations.

La Ville de Paris répond qu'elle a déjà traité 467 dossiers, versé 10,5 millions d'euros. Pour le reste, elle

se prépare à mener des batailles d'experts et à faire durer encore les procédures. Pour combien d'années ?

Sylvie Maréchal



Bayer – Villefranche-sur-Saône : assez du mépris patronal

Le 19 octobre, les travailleurs du site de Bayer à Villefranche-sur-Saône ont massivement fait grève et se sont rassemblés la journée devant l'usine.

Les raisons de cette colère sont multiples mais elles ont pour origine les pressions de la direction et de la hiérarchie depuis les suppressions d'emplois en 2024 : la réduction des effectifs a considérablement dégradé les conditions de travail et de sécurité et ont été accompagnés d'une recrudescence des pressions

et sanctions contre les travailleurs.

Cette aggravation de l'exploitation se mesure dans les résultats de la multinationale Bayer, qui a fait un bénéfice net de 2,8 milliards d'euros au premier trimestre 2026, plus du double par rapport à l'année précédente.

Les ouvriers postés, une

centaine sur les 300 salariés qui restent sur ce site, ont voulu faire une grève d'avertissement. En se relayant devant l'usine, en arrêtant de fait la production toute la journée, en agissant

ainsi collectivement pour défendre leurs revendications, les travailleurs ont répondu de la seule manière possible pour se faire respecter.

Correspondant LO



Devant l'usine Bayer le 19 octobre.

Groupe Bolloré : non aux suppressions d'emplois !

Jeudi 15 octobre, 150 travailleurs se sont rassemblés sur le site de Bluebus à Ergué-Gabéric près de Quimper, rejoints par des travailleurs de Blue Solutions.

En effet, sur 94 emplois dans la filiale bus électrique de Bolloré, 74 seraient supprimés. Tandis que chez Blue Solutions (production de batteries), 41 suppressions d'emploi

sont prévues, soit un total de plus de 110 dont la majorité sur les sites d'Ergué-Gabéric.

Les travailleurs dénoncent les conditions insuffisantes proposées par la direction : un comble alors que Bolloré est multimilliardaire et n'a cessé de bénéficier de subventions publiques !

Correspondant LO



Missions locales – Troyes : jeunes et salariés sacrifiés

La région Grand Est vient d'annoncer la suppression de ses subventions aux Missions locales pour le budget 2026.

Pour Troyes, cette suppression, qui succède à des années de baisses successives, représente une diminution du budget de 10 %. Cette annonce tardive est faite alors que les dépenses ont déjà été effectuées.

A la Mission locale de Troyes, 45 salariés et 4 700 jeunes accompagnés chaque année sont concernés. Ce sont des emplois menacés, des conditions

de travail dégradées et des jeunes davantage livrés à eux-mêmes face au chômage et à la précarité.

Ces coupes budgétaires s'inscrivent dans la politique d'austérité menée par l'État : réduction des dépenses utiles à la population, suppression des moyens pour l'emploi et la formation, tandis que les aides publiques aux entreprises, elles, continuent. Pour les travailleurs et les jeunes, cela veut dire se serrer la ceinture. Et pour les patrons, les cadeaux continuent.

Correspondant LO

Assurance chômage : le gouvernement "se sert dans le frigo"

Lors d'une conférence de presse, le 21 octobre, les dirigeants de l'Unédic, qui gère l'assurance chômage, ont dénoncé la ponction de 2,1 milliards d'euros que le gouvernement a programmée, cette année encore, sur les excédents de l'organisme.

Agissant comme « un squatteur qui se sert dans le frigo », selon les propres mots du vice-président Medef de l'Unédic, le gouvernement, à la recherche fébrile d'économies budgétaires, a donc l'intention de prélever une somme telle que l'organisme devra emprunter pour continuer à assurer le versement des indemnités.

Ce vol pur et simple est opéré aux dépens des chômeurs et des travailleurs susceptibles de perdre leur emploi, car l'Unédic, soumis aux taux d'intérêts en hausse comme tout emprunteur, le leur fera payer. Avec un budget en déficit suite aux ponctions gouvernementales, comment seront indemnisés les chômeurs ?

À quelles nouvelles restrictions seront-ils soumis sous prétexte de caisses vides ? Pourtant, les recettes de l'Unédic sont exclusivement réalisées à partir des cotisations patronales sur les salaires – du salaire différé, donc – et d'une fraction de la CSG prélevée sur le travail.

L'argumentation fumeuse du gouvernement, pour tenter de justifier les ponctions annuelles (14 milliards depuis 2023), est que celles-ci participeraient au financement de l'apprentissage et de la formation,

via France Travail, et tendraient donc à réduire le chômage, et donc les dépenses en indemnités, et donc... participeraient aux recettes.

Cette défense ridicule du voleur pris la main dans le sac ne trompe personne, pas même les dirigeants patronaux de l'Unédic. Quant aux travailleurs sans emploi, ils y croiront d'autant moins que ce sont eux les victimes de ce vol.

Viviane Lafont



Dans nos bulletins Lutte ouvrière

Prêt à exploser

À la logistique, on est à bout : sur 22 postes, il y a six collègues absents qui ne sont pas remplacés.

C'est la situation dégradée tous les jours. Pourtant, il faut faire le travail quand même : les poubelles, le magasin, le linge, la cuisine, la pharmacie... Et ça, sept jours sur sept !

On a beau se plier en quatre, cette situation ne peut plus durer. La direction devrait se méfier : sans nous, c'est tout l'hôpital qui est bloqué.

Hôpital de la Croix-Rousse - Lyon

Fausse joie, vraie colère

Après avoir accueilli une collègue envoyée en renfort, lui avoir expliqué le boulot et avoir commencé avec elle le tour des patients, quoi de plus pénible que de la voir partir, au bout d'une heure, envoyée boucher un trou dans un autre service ?

Hôpital Lariboisière - Paris

Le fond de l'air effraie (nos gouvernants)

Ambiance sinistre en gare de Part-Dieu ce samedi 24 octobre. Seuls deux accès étaient ouverts, étroitement surveillés par des groupes de CRS.

Fouille de sacs, contrôles, on se serait cru en état de siège ! Ce déploiement excessif, et pour ainsi dire ridicule, montre la fébrilité des autorités face à la contestation sociale.

Si nos gouvernants jouent des castagnettes avec leurs genoux, c'est qu'ils craignent que le mouvement se poursuive et surtout s'amplifie dans le monde du travail. Tout ce que l'on peut souhaiter !

Gare de la Part-Dieu - Lyon



Antilles : la colère s'exprime

Depuis la mi-octobre, manifestations et blocages de routes se succèdent en Martinique et en Guadeloupe créant un climat de tension sociale permanent. Ce sont d'abord les élèves, dans presque tous des grands lycées, qui sont entrés en grève.

Les lycéens ont les mêmes revendications que leurs camarades de l'hexagone : meilleurs locaux, remplacement des professeurs absents, fin de parcoursup. Leur mobilisation s'est éteinte peu avant les vacances de la Toussaint. Jusqu'à quand ?

C'est le collectif Nou las palé, (NLP - Nous sommes fatigués de parler) qui ensuite a bloqué les routes sur l'ensemble de la Guadeloupe. Il a commencé par bloquer entièrement la zone de Jarry, autour de Pointe-à-Pitre, durant une journée. Il s'agit d'une zone de 3 500 entreprises, où travaillent des milliers de salariés. D'autres points de l'île ont aussi été bloqués quasi quotidiennement.

Le collectif NLP est constitué d'une quinzaine d'organisations et associations où se côtoient des chômeurs, des petits artisans, des petits patrons, des marins pêcheurs, des petits et gros agriculteurs et surtout quelques moyens et gros patrons emmenés par José

Gaddarkhan, le patron le plus important du BTP. Ce patron utilise le mouvement pour réclamer un moratoire sur ses dettes fiscales et sociales. Gaddarkhan proteste entre autres contre l'attribution de marchés et chantiers à des sociétés « non guadeloupéennes » au détriment des sociétés locales. Il proteste avec d'autres patrons liés au collectif NLP contre les retards de paiement par les collectivités locales. Le préfet et les assemblées locales, région et département semblent les avoir entendus et s'apprêtent à leur donner satisfaction.

Il n'en est pas de même pour les petits artisans, agriculteurs et petits patrons pauvres ; ni pour de simples membres de la population au sein du collectif, qui réclament la fin des coupures d'eau, la baisse du prix des carburants à 1,7 euros et la baisse du coût de la vie. Ce sont ces dernières revendications qui font pourtant la popularité du collectif NLP.

Les autres catégories



MEGAN BOURBON-COHEN

Pancartes de membres du RPPRAC devant un hypermarché.

sociales membres du collectif, et surtout les plus pauvres, s'ils ne font pas valoir leurs propres intérêts et ceux de l'ensemble de la population, à savoir la fin des coupures d'eau et la baisse des prix, risquent d'être les grands laissés pour compte de cette opération.

En Martinique, les actions de blocage contre la hausse des prix du RPPRAC, le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afrocaribéennes, dirigé par Rodrigue Petitot, n'ont pas cessé depuis une quinzaine

de jours. À la différence du NLP il n'y a pas de patrons dans ce mouvement. Il représente surtout les jeunes des quartiers pauvres et déshérités. Combat ouvrier soutien ses actions depuis déjà plusieurs années.

Dans cette situation, pour l'instant, les travailleurs des entreprises ne s'expriment pas et ne mènent pas de grèves pour des augmentations de salaire face à la hausse des prix. Des meetings, grèves et manifestations sont prévus par les syndicats. En Martinique, la CGTM se joint à l'appel à

la grève générale appelée par la CGT dans l'hexagone le 5 novembre. En Guadeloupe, l'ensemble des syndicats appelle à la grève et à une manifestation d'ampleur le 14 novembre tandis que le 5 novembre ils organiseront une conférence de presse-meeting au siège de la CGTG.

Les travailleurs ont intérêt, dans les colères qui montent actuellement, à se mobiliser dans les entreprises et à faire valoir leurs propres revendications.

Pierre Jean-Christophe

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :
Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

5 novembre : en grève et dans la rue !

Le 5 novembre, les principales confédérations syndicales appellent à une journée de grève et de manifestations.

Cette journée devra être l'occasion pour tous les travailleurs, en activité ou non, d'unir leur colère à celle des jeunes, tant il est clair que leur revendication, le droit à vivre dignement d'un salaire correct, 2 200 euros au moins, rejoint les problèmes dénoncés jusqu'à présent par les lycéens, les étudiants et les autres manifestants.

Les galères de logement,

de transport, et surtout de fins de mois problématiques portent un nom : le déficit du pouvoir d'achat, pris en étau entre la hausse insupportable des prix et les salaires insuffisants. Pendant que les 500 plus grosses fortunes patronales du pays ont grossi de 17 % en un an, bénéficiant de 270 milliards d'aides publiques, les salaires n'ont en moyenne progressé que

de 1,9 %. La hausse des prix – de 3,4 % selon l'Insee sur la même période – a donc rogné considérablement un pouvoir d'achat déjà malmené par des années d'inflation.

Depuis mi-septembre, les manifestations se succèdent à un rythme serré, regroupant des centaines de milliers de personnes. Le 29 septembre, c'étaient 300 000 manifestants dans les rues autour des travailleurs du secteur public. Puis ce furent de multiples

manifestations de lycéens, d'étudiants et de travailleurs dans les grandes et petites villes, avec les deux impressionnantes journées des 17 et 24 octobre. Celle annoncée pour le 31 octobre devrait voir la mobilisation se poursuivre, tant le mépris du gouvernement est révoltant, dans l'indigence de ses réponses aux jeunes comme dans la poursuite de ses attaques contre les classes populaires. L'étalage de forces de répression, la

violence policière n'ont pas eu raison de la colère des manifestants.

Il appartient aux travailleurs de renforcer le mouvement en lui apportant une force qui pourra être déterminante, celle de la grève. Et, partout où c'est possible, il est vital de commencer à se regrouper et à s'organiser pour faire face à la guerre sociale menée par le patronat et le gouvernement à son service.

Viviane Lafont

PRÉSIDENTIELLE 2027



LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD



NATHALIE-ARTHAUD.INFO



À Dôle, Dijon et Sens

Entre les manifestations des 17 et 24 octobre, Nathalie Arthaud a animé plusieurs réunions publiques à Dôle, Dijon et Sens, dont une à Dijon avec des étudiants venus débattre du mouvement en cours et de la présidentielle.

Le principal sujet de discussion a porté évidemment sur le succès du 17 octobre, mais aussi sur les images de casse et de pillage montrées en boucle dans les médias.

« On nous montre les casseurs mais pas les défilés des jeunes ! », s'est exclamé un participant, reflétant une idée reprise plus d'une fois. « Cette histoire de casseurs, c'est monté en épingle exprès pour masquer les revendications des lycéens, il y a même des flics infiltrés », disait une autre.

Malgré des semaines de calomnies et d'intimidations pour dissuader lycéens et manifestants, rien n'y a fait. Des travailleurs ont commencé à participer aux manifestations aux côtés des jeunes et, d'ailleurs, tous ceux qui avaient manifesté le 17 octobre ont affirmé dans les différentes

réunions qu'ils en étaient ressortis confortés et prêts à continuer.

Sur la casse, Nathalie a exprimé ce que tous ressentaient : « Dans les médias, c'est l'injonction à « condamner », mais, nous, on condamne avant tout la politique du gouvernement et du grand patronat. Ce n'est pas normal de ne pas pouvoir acheter à manger à ses enfants, de ne pas pouvoir se chauffer correctement ni se déplacer en voiture. Ils nous parlent de « violence » pour quelques dégradations, mais ce n'est pas une société violente, ça ? Et les guerres ! Et les ventes d'armes ! »

Alors pas question de condamner, en suivant les injonctions de Macron, de la droite et de l'extrême droite, les « casseurs » comme responsables de la violence du 17 octobre. Encore moins ces

jeunes gens qui ont profité de la situation pour récupérer dans des magasins auxquels ils n'ont pas accès en général des objets de plus ou moins grande valeur. Ce sont de petits larcins en regard « du fruit de notre labeur » que nous volent les capitalistes en permanence, « un pillage généralisé, et le fait qu'il soit légalisé ne le rend pas moins odieux ».

Cependant, Nathalie s'est aussi démarquée de la politique des black blocs, qui a un écho même dans les entreprises : « Si on ne casse pas, on ne se fait pas entendre », beaucoup le pensent, et on les comprend, car le gouvernement est resté sourd au moment des Gilets jaunes et pendant la réforme des retraites. Mais c'est une fausse radicalité. Pour gagner, ceux qui participent à un mouvement ont besoin d'être nombreux et déterminés. Ce qui marche le mieux, c'est quand les travailleurs arrêtent de fabriquer les richesses et les profits des capitalistes. La vitrine cassée d'une boulangerie, ça ne fait ni chaud ni froid aux capitalistes. Mais si le mouvement s'étend, s'il menace de gagner les travailleurs et surtout de déboucher sur de grandes grèves qui peuvent faire mal au patronat, le gouvernement peut reculer. Est-ce que la casse aide à l'extension du mouvement de ce point de vue ? Certainement pas. »

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Évreux

Vendredi 30 octobre à 19 heures

Maison de quartier de la Madeleine, place J. F.-Kennedy

Belfort

Mardi 10 novembre à 18 heures

Maison du peuple

Montbéliard

Mercredi 11 novembre à 17 heures

Ancienne mairie d'Audincourt

Metz

Jeudi 12 novembre à 18 heures

FJT Etap'Habitat
2, rue Georges-Ducroq

Fêtes de Lutte ouvrière

Besançon

Samedi 7 novembre à partir de 15 heures

Grand Kursaal
2 Place du Théâtre

Débat avec Nathalie Arthaud à 16 heures

Compiègne

Samedi 14 novembre à partir de 16 heures

Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 18 heures



Caen

Samedi 14 novembre

Maison de quartier de La Folie Couvrechef

Débat avec Nathalie Arthaud à 18 heures

Dijon

Dimanche 15 novembre à partir de 11 heures

Espace Tabourot, allée du Temps-libre, Saint-Apollinaire

Débat avec Nathalie Arthaud à 15 heures

Fourmies

Dimanche 15 novembre à partir de 11 heures

Espace Mandela
Débat avec Jean-Pierre Mercier à 12 heures

Cercle Léon Trotsky Les révolutionnaires et la démocratie bourgeoise

Samedi 7 novembre à 15 heures

Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité, Paris
(Participation aux frais 3 euros)

PHOTOS MATHILDE MAZARS

